

## L'Inde, terre d'occasions et de risque

*Le fort potentiel de croissance à long terme de ce pays rend la volatilité de ses marchés plus facile à supporter.*

PAR GUILLAUME POULIN-GOYER

L'INDE EST EN VOIE DE SUPplanter le Japon à titre de troisième économie mondiale. Son PIB est propulsé par la consommation de sa jeune population et par les dépenses gouvernementales en infrastructures. Son inflation galopante et son inertie politique risquent toutefois de la freiner.

La progression de l'Inde impressionne. Depuis 2001, son économie croît à un rythme annualisé

de 7,3 %, d'après **Credit Suisse Research**. Elle maintiendra cette cadence selon des évaluations jugées conservatrices.

Actuellement, le PIB de l'Inde croît à plus de 8 %. « Le rythme de croissance de l'Inde pourrait bientôt dépasser celui de la Chine », affirme Ajay Argal, gestionnaire de portefeuille indien chez **Birla SunLife AMC**. Cette situation se produira d'ici 2015, selon les prévisions de **Morgan Stanley Research** (MSR).

La jeunesse indienne constitue un premier moteur de développement. L'Inde compte plus d'un milliard d'habitants. La moitié de la population a 25 ans ou moins, ce qui en fait une des plus jeunes du monde. Plus éduqués que leurs aînés, ces jeunes grossiront le bassin de personnes en âge de travailler de 136 millions d'individus d'ici 2020, toujours selon MSR.

« Leur revenu moyen augmente.

Leurs aspirations changent. Les jeunes veulent consommer davantage. L'endettement des consommateurs est très faible », énumère Ajay Argal. Ces facteurs multiplieront la demande intérieure.

Plus précisément, le nombre d'Indiens qui se joindront à la classe moyenne va plus que quadrupler d'ici 2030, pour atteindre 147 millions de ménages. Quant au revenu disponible moyen, il sera multiplié par quatre au cours de la même période, prévoit le **McKinsey Global Institut** (MGI).

Cette classe moyenne utilisera les services des firmes des secteurs pharmaceutiques, de la santé, de l'éducation et des loisirs. Ils achèteront aussi des cellulaires, des télévisions et des autos. La pénétration de ces produits en Inde est inférieure à celle de ces biens en Chine, souligne Ajay Argal. La consommation d'électricité, de ciment et d'acier

par habitant y est également moindre que dans l'empire du Milieu, selon MSR.

Les investissements qui permettent de combler un déficit d'infrastructure représentent un deuxième moteur de croissance. L'État indien entend dépenser 1 000 G\$ US en infrastructures de 2013 à 2017, soit le double du montant de 2007 à 2012, d'après MSR. On prévoit notamment l'ajout d'autoroutes, de centrales électriques et de systèmes de télécommunications.

Les administrations municipales doivent pour leur part décaisser 1 200 G\$ US d'ici 2030 pour combler les besoins grandissants en matière de routes, d'aqueducs ou d'usines de traitement des eaux usées, évalue le MGI. C'est huit fois le montant qu'elles ont dépensé en 2010. Environ la moitié de cette somme servira uniquement à rattraper le

retard, et le reste, à répondre aux besoins futurs de la population croissante dans les cités.

« Les infrastructures ont été le moteur de l'économie chinoise. L'Inde, de son côté, n'a pas encore fait le plein d'infrastructures, mentionne Marc Dalpé, gestionnaire de portefeuille du groupe **Dalpé-Milette** chez **Valeurs mobilières Desjardins**. Acheter l'Inde aujourd'hui, c'est acheter la Chine d'il y a 15 ans. »

La mondialisation est un autre facteur qui contribue à cet essor. Avant l'ouverture de ses frontières, c'est-à-dire des années 1950 au milieu des années 1980, l'Inde affichait une croissance annuelle qui avoisinait les 3,5 %. En 1991, une série de réformes l'ont poussée vers le capitalisme.

« Une combinaison de réformes, qui incluent la réduction des

## Inde

› SUITE DE LA PAGE 21

tarifs à l'importation, la hausse des investissements privés et en infrastructure, l'intensification des circuits financiers et un changement dans l'efficacité des entreprises ont apporté une augmentation de la productivité », lit-on dans un rapport de MSR.

Aujourd'hui, l'Inde se démarque par l'exportation de services, dont le poids mondial est passé de 1,1 % en 2000 à 2,6 % en 2009. « Nous croyons que les exportations de services ont une

valeur ajoutée plus élevée et un potentiel supérieur dans le taux d'épargne », anticipe MSR.

Tout n'est pas rose dans l'ancienne colonie britannique. Plusieurs éléments pourraient entraîner son ralentissement.

D'abord, elle est vulnérable à une hausse du prix du pétrole qui alourdirait son inflation, qui s'établissait à 8,4 % en décembre.

« Le problème avec le prix du pétrole, c'est que s'il augmente, l'Inde devra hausser les taux d'intérêt. Et cela nuit à la croissance », dit Ajay Argal. Le coût de la nourriture, qui selon l'ONU atteint des sommets depuis la crise alimentaire de 2008, mena-

ce aussi de générer de l'inflation.

« L'inflation de base (nourriture et carburant exclus) qui se chiffrait à 7,1 % doit rester au-dessus de 10 % pour frapper les actions pour les six prochains mois », selon une présentation de Excel Funds, le gestionnaire de fonds qui fait affaire avec Ajay Argal.

« L'inflation inquiète un peu, mais elle est gérable. La banque centrale a augmenté les taux d'intérêt plusieurs fois l'année dernière et nous croyons qu'elle continuera de le faire. Nous sommes persuadés que cela aura un impact », dit Ajay Argal.

Selon lui, un autre risque se trouve dans la dépendance in-

dienne à la force de l'économie mondiale. « Cela stabilise les mouvements de capitaux vers le pays. Et nous avons besoin de ces flux d'argent en raison de nos plans d'expansion. Beaucoup de capitaux sont nécessaires », dit-il.

Le rythme de ces injections semble adéquat actuellement, selon Sanjaya Panth, haut représentant pour l'Inde et l'Asie au **Fonds monétaire international** (FMI). « Le déficit du compte courant continue d'être financé assez confortablement. Il y a même un risque que les rentrées de fonds n'excèdent la capacité d'absorption de l'Inde, même si ce n'est pas le cas en ce moment »,

attestait-il lors d'un point de presse en janvier.

Également, la démocratie de l'Inde ralentit d'une certaine façon le rythme d'investissements dans les infrastructures. « Quand la Chine veut construire une route et déplacer 15 villages, le gouvernement envoie l'armée et les gens s'en vont. En Inde, la démocratie est bien installée. Le processus décisionnel est plus long », mentionne Marc Dalpé.

Puis, certains s'inquiètent du temps que les politiciens prendront pour abolir certaines barrières qui minent encore la croissance indienne. Ces règles sont entre autres liées aux marchés de l'emploi, de la distribution des produits et de l'exploitation des terres. Les investisseurs se préoccupent aussi de la dette publique, qui atteignait 76 % du PIB indien en 2009, et du déficit budgétaire combiné des États et du gouvernement central, qui se chiffrait alors à 8,6 % du PIB, selon MSR.

« Investir massivement en infrastructures pour redynamiser son économie pour les prochains 15 à 20 ans, c'est faire un déficit meilleur que celui des États-Unis, qui n'a aucun impact à long terme, estime Marc Dalpé. L'inflation, les déficits, j'appelle cela des maux de croissance. J'aime mieux investir dans un pays qui a des maux de croissance que d'investir dans un pays qui a des maux, mais pas de croissance. » **FI**



### Investir à long terme

■ es pays émergents